

Des experts prônent une augmentation des salaires pour sortir de la crise Economie

Posté par: Visiteur

Publié le : 27-09-2011 00:34:12

Le laboratoire social Lasaire prône "une augmentation négociée et concertée des salaires" ainsi qu'"un traitement différencié de la dette nouvelle et de la dette passée" des Etats pour sortir de la crise économique et financière

Fondé par un ancien président de la Lyonnaise de banque et un ex-dirigeant de la CFDT proche d'Edmond Maire, Pierre Héritier, Lasaire se définit comme un lieu d'échanges entre des syndicalistes, des dirigeants d'entreprise et des chercheurs français et européens.

Dans une tribune à paraître mercredi sur le site de l'association, Pierre Héritier et les économistes Michel Fried et Joël Maurice estiment que les salaires sont "le seul levier qui pourrait agir pour juguler la récession et relancer la croissance" car, "en amont de la crise", il y a "la baisse de la part des salaires dans la valeur ajoutée, autrement dit la déformation de la répartition entre salaires, investissements, rémunération du capital". Pour Lasaire, il faut "corriger le tir : une augmentation négociée et concertée des salaires, au moins dans la zone euro, est nécessaire et serait bénéfique pour l'emploi". Selon ces experts, la victoire du libéralisme financier "a réduit la consommation et les carnets de commande, affaibli la recherche et l'investissement, diminué les recettes de la protection sociale et du budget des Etats, creusé les déficits, aggravé le chômage, la précarité, les inégalités". "Les salaires, proposent-ils, évolueraient, non de façon uniforme, mais en fonction des gains de productivité de l'année, mais aussi du rattrapage des gains passés de productivité non incorporés antérieurement". "Afin d'éviter que les coups de frein budgétaires ne bloquent une reprise mondiale, déjà bien incertaine", Lasaire prône de "faire de l'assainissement financier un objectif de moyen terme", et non de court terme. Il se prononce pour "un traitement différencié de la dette nouvelle et de la dette ancienne". "Cette dernière, souscrite en connaissance de cause par des investisseurs privés qui ont empoché des primes de risques plus que substantielles, pourra faire l'objet de restructuration si la solvabilité de la zone euro l'exigeait", précise cette tribune. Quant à la dette nouvelle, elle "serait gagée par un vrai fonds de stabilité et de croissance, auquel serait assigné un double objectif : la soutenabilité de la croissance et la stabilité du système financier de chaque pays de la zone". Cela, ajoutent les auteurs, "impliquerait que le fonds soit alimenté par une partie des fonds structurels et des aides régionales de l'Union européenne, et surtout par une ressource fiscale européenne votée par le Parlement européen". Lasaire déclare encore qu'il n'y a "pas de monnaie unique sans solidarités budgétaires". "C'est une question cruciale, qui doit être mise d'urgence à l'agenda politique". Il demande aussi que "les orientations du Pacte Euro Plus", donnant la priorité au rétablissement des comptes publics, soient "revues".

afp.com